

# CÔTE D'IVOIRE

---

## **Nouvelle répression sanglante organisée par Laurent Gbagbo**

### **Les soldats français restent, les massacres continuent !**

---

Jeudi 25 mars, la répression d'une manifestation est brutalement réprimée Abidjan : on dénombre plus de 150 morts. Ce bain de sang fut soigneusement organisé par le régime de Laurent Gbagbo, qui avait déployé l'armée dans toute la ville, installé des centaines de barrages sur tous les grands axes, les ponts, afin d'empêcher les masses de converger vers le cœur de la ville, vers le Palais Présidentiel ; les émetteurs de radio étaient tous coupés (y compris ceux de RFI, de la BBC). Ce n'est pas son coup d'essai : ses escadrons de la mort sème régulièrement la terreur dans les bidonvilles d'Abidjan.

Pays-clé du dispositif de l'impérialisme français en Afrique, la Côte-d'Ivoire a toujours connu, depuis l'indépendance, depuis Houphouët-Boigny, des régimes à la solde de l'impérialisme français. Mais ces régimes illégitimes et ultra-corrompus sont de plus en plus contestés par les masses. Fin 2002, une rébellion issue du nord du pays a rapidement conquis la moitié du pays, au son de « *Dehors Gbagbo, dehors la France !* ». C'est alors que la France est intervenue, a déployée 4.500 soldats pour interdire à la rébellion de chasser le régime Gbagbo, et a ensuite imposé les accords de Marcoussis en 2003 afin d'intégrer la rébellion, en créant un gouvernement d'union nationale, associant Gbagbo et les partis de la rébellion.

Un an après, rien n'a changé : Gbagbo « *monopolise le pouvoir réel* » (selon les termes du journal Le Monde), et l'impérialisme français est toujours à la fête : de nouveaux contrats ont été signés en février 2004, exclusivement avec des firmes françaises (Bouygues, Bolloré, Vinci). Celles-ci étaient présentes en masse début 2003 : Total, la BNP, la Société Générale, France Télécom, en tout plus de 200 filiales de firmes françaises et un millier de PME (plus de 100.000 emplois), qui retire du pays de substantiels bénéfices sur le dos des masses ivoiriennes. Après le massacre, Chirac n'a qu'un mot : le respect inconditionnel de « *Marcoussis* », c'est-à-dire la protection des intérêts des trusts français, y compris par l'écrasement des masses.

La France ne protège pas le pays du chaos avec ses 4.500 soldats : elle en est la cause, de par sa politique impérialiste, la protection inconditionnelle de ses intérêts et des régimes dictatoriaux qui sont à sa solde. Elle doit partir !

- **A bas l'opération « *Licorne* », l'intervention de l'armée française en Côte-d'Ivoire !**
- **Pas une arme, pas un soldat français en Côte-d'Ivoire !**